

ON S'ABONNE :

PARIS, rue du Croissant, 12.
 DÉPARTEMENTS et ALSACE-LORRAINE, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.
 ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.
 ANGLETERRE, à Londres, chez MM. Delizy, Davies & Co, 1, Finch Lane, Cornhill, et à l'Agence de la Société Générale, 38, Lombard Street, E. C.
 AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

LA PATRIE

PRIX D'ABONNEMENT :
 PARIS : un an, 54 fr.; 6 mois, 27 fr.; 3 mois, 13 fr. 50.
 — Le numéro. 15 centimes.
 DÉPARTEMENTS : un an, 64 fr.; 6 mois, 32 fr.; 3 mois, 16 fr.
 — Le numéro. 20 centimes.
INSÉRATIONS :
 ANNONCES. 1 fr. 50 la ligne.
 Chez MM. Fauchey, Laffitte et Co
 Place de la Bourse, 8
 ET AU BUREAU DU JOURNAL, RUE DU CROISSANT, 12
 Droit d'insertion réservé à la Rédaction.

LES MANUSCRITS DÉPOSÉS NE SONT PAS RENDUS

APRÈS BOURSE

QUATRE HEURES

	Bourse	Baisse
3 0/0	78 95	» » » 15
3 0/0 amortiss.	80 60	» » » 20
4 1/2 0/0 1883	108 35	» » » 15
Cons. anglais	100 1/16	» » » 15
Italie	94 40	» » » 05
Flor. autric. (or).	88 3/4	1/2 » » »
Esp. Extér. nouv.	56 3/16	» » » 3/4
Egyptien 6 0/0	322 50	» » » 2 50
Ch. Égyptiens	442 50	» » » 2 50
Turc 4 0/0 (nouv.)	13 85	» » » 2 50
Banque ottomane	491 25	» » » 2 50

PARIS, 12 OCTOBRE

DERNIÈRES NOUVELLES

M. Henri Brisson, président du conseil, vient d'adresser la réponse suivante à un groupe d'électeurs du dixième arrondissement de Paris qui le félicitait de sa réélection.

Nous signalons à l'attention de nos lecteurs cet étrange document, sur lequel nous reviendrons demain :

Paris, 11 octobre 1885.

Chers concitoyens et amis,
 Recevez tous mes remerciements pour les cordiales félicitations que vous m'adressez. En même temps que mes anciens amis du dixième arrondissement, permettez-moi de remercier les deux cent quinze mille électeurs du département de la Seine, qui viennent de me donner leurs suffrages. J'essaierai de leur prouver ma reconnaissance en faisant mon devoir de mon mieux.
 C'est avec bien de la joie que j'ai trouvé dans votre lettre l'expression de votre confiance invincible et dans les résultats du scrutin du 18 octobre et dans les destinées de la République.

Comment, en effet, les déceptions douloureuses du scrutin du 4 octobre pourraient-elles ébranler la confiance des républicains ?

Les chiffres sont là.
 Après les ballottages, en vue desquels l'union est déjà faite partout, les républicains disposeront dans la Chambre des députés d'une majorité de plus de cent cinquante voix, c'est-à-dire d'une majorité supérieure à celle que possèdent ordinairement les partis au pouvoir dans les pays parlementaires.

Les républicains disposent d'une écrasante majorité dans le Sénat.
 Enfin, la présidence de la République est à eux et, par cela seul, ils possèdent la majorité dans les deux Chambres, la magistrature suprême de l'Etat ne saurait leur échapper.

La République demeurera ainsi maîtresse, et souveraine maîtresse, comme devant, et du pouvoir exécutif et de la majorité législative.

Les trois pouvoirs demeureront donc unis et fermement unis dans leur résolution de mettre la Constitution républicaine et les lois au-dessus des attaques de la réaction monarchique et cléricalle.

Nous avons connu des temps plus difficiles : nous étions en minorité dans l'une des deux Chambres et nous avions le gouvernement contre nous. Nous avons su triompher de ces périls grâce à notre concentration et à notre union. Aussi, le ministère que j'ai l'honneur de présider, n'a-t-il cessé, depuis six mois, de recommander cette politique de conciliation.

La même conduite nous donnera, dans des difficultés moléculaires, la même force et le même succès. Déjà, les républicains, sur toute la surface du pays, se concentrent et se massent pour le second tour de scrutin. Vous le dites bien : leur union est forcée. Elle est forcée par la bataille électorale de dimanche prochain. Elle sera tout aussi commandée dans la Chambre. Les électeurs ont su trouver la règle qui doit nous conduire à la victoire : les représentants de la démocratie sauront de même écarter l'esprit de discord et dégager les questions de nature à les unir dans un effort commun.

Ainsi tombera bientôt cette jactance des monarchistes un instant exaltés par des succès partiels et passagers. Ils ont, depuis quelques jours, menacé la République elle-même. Remercions-les de s'être démasqués ! Grâce à leur imprudence, la France sait désormais à nos adversaires se proposer de la conduire : à la ruine de nos institutions, à une révolution nouvelle. Les intérêts sont en jeu.

Quant à nous, adversaires de la démocratie, nous voulons, autant et plus que nos ennemis, la paix à l'extérieur ; mais, seuls, nous voulons et nous pouvons garantir la paix à l'intérieur, car cette paisible démocratie ne peut plus s'accommoder que de la République. Le suffrage universel nous donne ses enseignements. Il nous recommande une politique libérale, économique, ferme et prudente à la fois.

Il réclame aussi une administration dévouée, fortement constituée, animée dans tous les services de cette solidarité, sans laquelle il n'y a pas de gouvernement. Les représentants de la nation obéissent à sa voix.

Agitez, chers concitoyens et amis, mes salutations fraternelles.

HENRI BRISSON,
 Député de la Seine,
 Président du conseil des ministres.

INTÉRIEUR

M. de Freycinet, ministre des affaires étrangères a reçu, ce matin le général Alégre, récemment promu au grade de commandeur de la Légion d'honneur.

M. le baron des Michels, ambassadeur de France à Madrid, rentre aujourd'hui en France, en vertu d'un congé de cinq semaines. En son absence, les affaires de l'ambassade seront dirigées par M. Belle, premier secrétaire.

La reine d'Espagne vient, dit-on, d'accorder une distinction honorifique à la baronne des Michels.

Le ministre de France en Serbie, M. de Reverseaux, qui avait demandé depuis longtemps à rentrer en France, sera remplacé à Belgrade par M. Millet, actuellement attaché au ministère des affaires étrangères à Paris.

Hier a eu lieu à Lyon une conférence organisée par l'union conservatrice du Rhône.

Il y avait environ 1,500 assistants.

M. Paul Leroy-Beaulieu a exposé la situation faite par les élections du 4 octobre et les causes du retour de l'opinion conservatrice.

Il s'est produit deux ou trois interruptions. L'orateur a été très applaudi. Il fera demain une conférence à Villefranche-sur-Saône.

Le ministre de la guerre vient de fixer au chiffre minimum de 1,700, le nombre des points que doivent avoir obtenu les candidats au volontariat d'un an.

Deux-Sèvres

Des résultats incomplets nous ayant été transmis au sujet de l'élection des Deux-Sèvres, nous croyons devoir rectifier ici nos indications en ce qui concerne les candidats conservateurs, qui ont obtenu :

MM. Pierre Proust	41.611 voix
Paul Taudière	41.599
Louis Germain	41.579
De La Rochejaquelein	41.527

Il y a ballottage pour trois sièges.

Les élections aux colonies

Salon, 12 octobre.
 L'élection législative qui a eu lieu hier en Cochinchine donne lieu à un ballottage.

Pondichéry, 12 octobre.

M. Pierre Alyné a été réélu à une forte majorité contre M. Rouvier.

Saint-Louis, 11 octobre, 10 h. 55 soir.

Elections législatives.
 MM. Gascon 1.153 voix
 Crespin 1.050
 Ballottage.

En Orient

Athènes, 11 octobre, soir.

Une manifestation a eu lieu aujourd'hui ; elle comprenait, outre les syndicats ouvriers, les délégations envoyées par les colonies des provinces grecques de la Turquie, avec des drapeaux.

Arrivés devant le palais, les manifestants ont fait adresser au roi, qui est actuellement à Dekelia, un télégramme disant que la nation désire la guerre.

Toujours grossissante, la foule est arrivée devant la maison de M. Delyanni en criant : Guerre ! Mobilisation !

M. Delyanni a harangué le peuple pour l'engager à avoir confiance dans le gouvernement, qui partage le patriotisme populaire et prend les mesures nécessaires pour la protection des intérêts nationaux compromis par la révolution monarchiste. M. Delyanni a constaté la gravité de la situation qui a forcé la Grèce à mobiliser son armée et à appeler ses réserves, celles-ci devant donner un contingent de 60,000 hommes.

La foule a applaudi et a pressé M. Delyanni d'expliquer s'il a l'intention de faire la guerre ; mais M. Delyanni a refusé énergiquement d'exposer les projets du gouvernement.

INFORMATIONS

Lord Lyons, ambassadeur d'Angleterre, a été reçu, hier, par le ministre des affaires étrangères.

Le diplomate était absent depuis plus de deux mois déjà.

Son retour met fin au bruit qui avait couru au sujet de son remplacement plus ou moins prochain.

Disons toutefois que Lord Lyons, qui compte déjà de longues années de services, avait manifesté l'intention de prendre sa retraite et que c'est sur la demande formelle du gouvernement de la reine qu'il a consenti à conserver son poste.

Depuis longtemps déjà des négociations sont ouvertes entre le gouvernement français et le cabinet de Lisbonne, au sujet de la délimitation de notre frontière du Sénégal.

Après des alternatives diverses, ces négociations viennent d'être rouvertes à Paris. Elles sont suivies, du côté de la France, par M. de Laboulaye, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Lisbonne, auquel ont été adjoints le capitaine de vaisseau O'Neill et le docteur Bayol ; et, du côté du Portugal, par les membres de la Légation de Paris.

Les communications qui ont été échangées ces jours-ci entre les commissaires permettent d'espérer que l'on arrivera prochainement à une solution susceptible d'être accueillie par les deux nations intéressées.

— Nous ne voulons plus de préfets opportunistes, disait hier, devant nous, un député radical.

Comme ce ne sont pas les conservateurs qui s'opposent à de pareilles exécutions, M. Allain-Targé sera forcé, bon gré, mal gré, de se livrer à de véritables hécatombes.

On assure, place Beauvau, que cette épuratoire commencera aussitôt après le second tour de scrutin.

Jusqu'à présent, les professeurs spéciaux attachés aux écoles primaires supérieures, ne jouissaient pas des bénéfices de la pension de retraite.

Cette lacune vient d'être comblée : un décret, contresigné par MM. René Goblet et Sadi-Carnot, porte que désormais les professeurs spéciaux de langues vivantes, de dessin, d'agriculture, de gymnastique et de chant auront droit à l'application des dispositions de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles, lorsqu'ils seront pourvus

du certificat d'aptitude à l'enseignement dont ils sont chargés.

Nous avons signalé hier aux paysans les intentions du parti ouvrier à leur égard, intentions qui se résument ainsi : des coups de fusil.

Voici maintenant ce que le *Cri du Peuple* proclame bien haut :

« La République ne peut être sauvée qu'en revenant aux grandes traditions de 93 et à la guillotine en permanence, place de la Révolution. »

Il y a cela de bon avec les braves à trois poils du *Cri du Peuple* que l'on sait au moins à quoi s'en tenir.

Il y a douze jours les opportunistes de Seine-et-Oise, représentés par MM. Dreyfus, Reinach, Maze et Cie, faisaient afficher une déclaration, d'où nous extrayons les passages suivants à l'adresse des radicaux :

La liste radicale invoque les principes républicains, mais elle est un danger pour la République.

Les radicaux réclament la révision immédiate de la Constitution, sans crainte de remettre en question le principe même de la République ; ils réclament la séparation immédiate des Eglises et de l'Etat ; ils demandent l'élection directe des juges, l'impôt progressif sur le capital et sur le revenu, et un ensemble de mesures dangereuses ou irréalisables.

Les radicaux n'ont jamais été et ne seront jamais des hommes de gouvernement : « Ne votez pas pour la liste radicale ! »

C'était catégorique, et les radicaux étaient furieux.

Mais voilà que les opportunistes sont battus.

Aussitôt revirement complet : les radicaux sont des hommes de gouvernement, de grands citoyens que les mêmes Reinach, Dreyfus et Maze ne sauraient trop recommander aux électeurs.

La République française a bien voulu nous expliquer que c'était là un « salutaire exemple » et que ce « sacrifice » avait été exigé d'ailleurs par les « extrêmes ».

Les opportunistes avaient leur impuissance et se déclarent les très humbles serviteurs des intransigeants : voilà qui est très bien, et qui témoigne en faveur de la docilité desdits opportunistes ; mais que doit dire l'électeur ?

Car enfin, ou les radicaux étaient hier un danger pour la République et le pays, et alors pourquoi voulez-vous qu'on vote pour eux aujourd'hui ; ou ils étaient des hommes de gouvernement, de grands citoyens, et alors pourquoi les avez-vous calomniés ?

A PROPOS DE LA DETTE TURQUE

Les établissements financiers qui ont participé en 1882 aux négociations d'où est sortie la reprise du service de la Dette turque viennent d'adresser à M. le ministre des affaires étrangères une lettre collective sur laquelle nous croyons devoir appeler l'attention de nos lecteurs.

Après avoir rappelé qu'en vertu des décisions du Congrès de Berlin et de conventions diplomatiques ultérieures, la Bulgarie, la Serbie, la Grèce et le Monténégro sont tenus de prendre à leur charge un part proportionnelle de la Dette ottomane, et que la Bulgarie est, en outre, débitrice d'un tribut, les signataires de la lettre en question constatent qu'aucune de ces obligations n'a été remplie. En leur qualité de représentants des créanciers français de la Sublime-Porte, ils demandent au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour mettre fin à une situation qui réduit à l'état de lettre morte les stipulations solennelles d'un traité.

Car le public ignore peut-être qu'il en est ainsi. En établissant successivement l'existence politique des différentes nationalités dont il s'agit, la diplomatie européenne n'a pas manqué de leur imposer les charges qui incombent à tous les peuples. Ces nouveaux membres de la famille des nations ont accepté et promis formellement de faire honneur aux obligations qui résultaient nécessairement des changements qu'ils avaient sollicités et provoqués. Entre eux et leurs protecteurs, il est intervenu un contrat revêtu des plus respectables signatures, de ces signatures que nous sommes habitués à considérer comme des garanties certaines d'exécution. Il est triste d'avoir que les héros ont ajouté foi à la parole des gouvernements. Des capitaux considérables ont été avancés dans la conviction que les ressources promises ne feraient pas défaut. Jusqu'à présent, leur confiance légitime a été trompée. Si la situation se prolongeait, il serait permis de dire que les nouveaux venus ont commencé par la banqueroute.

Mais ce qu'il faut admirer encore plus que cette facilité à ne point tenir ses engagements, c'est l'audace désinvolte qui se traduit par des exigences inattendues, par des réclamations impatientes, par des menaces même, de la part de ces peuples qui n'ont pas cessé de se mettre dans leur tort. Les plus graves griefs peuvent être invoqués contre eux. En gens habiles, ils prennent les devants et, pour éviter de subir la loi qu'ils ont acceptée, ils se posent en prétendants et en victimes. Sans un instant, il n'est question de se conformer au contrat et de payer les dettes. En revanche, de toutes parts s'élèvent des revendications de territoire appuyées par l'insurrection ouverte ou la mobilisation d'impuissantes armées.

Le public se demande s'il existe encore une Europe, si la signature des grandes puissances signifie encore quelque chose, si il est loisible aux parvenus les moins dignes de bienveillance de bafouer impunément le droit international. Nous

attendons la réponse et nous remercions les établissements de crédit de l'avoir provoquée. Les intérêts qu'ils représentent méritent au plus haut degré l'attention des hommes d'Etat. L'opinion ne manquera pas d'appuyer énergiquement une réclamation aussi justifiée. Elle comprendra d'ailleurs qu'il ne s'agit pas seulement des créanciers de l'empire ottoman, quelque fondés que soient les droits qu'ils font valoir. Au-dessus de ce litige, il y a pour l'Europe une question de dignité et de sécurité. L'une et l'autre ne peuvent être sauvegardées que par des remontrances sévères adressées aux coupables. Il faut leur faire entendre qu'aucune des fautes nouvelles qu'ils réclament avec tant de hauteur ne peut faire l'objet d'une délibération diplomatique avant qu'ils se soient montrés dignes des faveurs anciennes par le respect de la foi jurée. Que la question soit posée sur ce terrain, et l'Orient ne tardera pas à rentrer dans l'ordre et le calme.

Voici, croyons-nous, un fait qui se passe de commentaires.

Il existe à la Celle, près Moulins, une école communale laïque, construite à grands frais par la commune, et où l'Etat entretient deux maîtres.

Dans la même commune, les sœurs viennent de prendre possession d'une école construite par M. Mège, fils de l'ancien ministre de l'Empire.

Au lendemain de l'ouverture de cette école, quatre-vingts élèves se sont présentés et ont été reçus.

Quant à l'école communale laïque, elle compte quatre élèves, dont deux sont les filles de l'instituteur !

Un certain nombre d'habitants demandent au préfet d'ordonner la fermeture de cette école qui grève inutilement le budget communal.

Le préfet s'y refuse absolument.

Inter pocula

MM. Lockroy et Floquet — deux des élus du scrutin du 4 octobre — ont pris la parole hier, au Grand-Orient, dans un banquet que présidait le citoyen F. Opportun.

Trois cents convives assistaient à ces agapes où figuraient quelques dames, désireuses sans doute de protester contre l'opinion émise jadis par Gambetta : que la République mangée de femmes ! Quand est venue l'heure des toasts, le citoyen président, tailleur de son état, mais égaré son nom — s'il faut en croire la théorie de Balzac — desistait à la politique opportuniste — s'est levé et a bu quelques sentes, gratifiant, à la façon d'Homère, tous ses héros d'épithètes que nous ne résumons pas au plaisir de citer.

« Je bois, s'est-il écrié, à Lockroy, le vigoureux lutteur ; à Floquet, le vaillant entre tous ; à Anatole de La Forge, l'héroïsme personnifié ; à Brisson, la sagesse même ! » Après avoir ainsi habillé les grandes personnalités républicaines qui tiennent la tête de la liste des élus de Paris, le citoyen Opportun a réclamé le silence et MM. Lockroy et Floquet ont, comme nous l'avons dit plus haut, prononcé deux discours.

Ces deux harangues sont assez ternes. Nous y retrouvons ces appels à l'union en vue du scrutin de ballottage, et les injures à l'adresse des conservateurs, qui sont le thème où se manifeste chaque jour dans les feuilles opportunistes et radicales l'effarlement causé par les résultats des élections du 4 octobre.

M. Lockroy — qui est pourtant un homme d'esprit — a vué assez naïvement qu'il a été stupéfait du succès des conservateurs. Il n'est pas encore revenu de son étonnement de voir ressusciter des morts qu'il avait faits lui-même ! Cela prouve que les gens qui vous tuent se portent assez bien, cher monsieur, et que cette France honnête et sensée que vous aviez quelque peu étranglée — c'est vous qui le dites — à la vie plus dure que vous ne le pensiez et vous montrera sous peu, lorsqu'elle aura entièrement recouvré ses esprits, qu'elle n'a besoin de faire qu'un léger effort pour se débarrasser des parasites qui la dévorent depuis sept ans !

Les aveux de M. Floquet ne sont point sans intérêt :

« Si cette défaite apparente est venue nous surprendre, dit-il, n'est-ce pas un peu notre faute ? Nous avons vécu depuis quelques années comme des hommes débarrassés de tout souci et de toute contrainte, les majorités nous rendaient confiants. Cette leçon, si apparente qu'elle soit, n'en est pas moins une leçon, et il faut qu'à l'avenir nous sachions nous gouverner et nous connaître nous-mêmes. »

N'est-ce pas que voilà une désinvolture charmante et un aimable cynisme ! Ainsi donc, M. le président de la Chambre et s'abandonnaient sans aucun souci à l'ivresse du pouvoir. — La majorité leur appartenait ; à quoi bon, n'est-ce pas, se faire de la bile ; à quoi bon gouverner ses appétits ? Notre commerce souffrait, notre agriculture était ruinée, nos finances épuisées, nos soldats meurent par milliers au milieu des marécages du Tonkin, des familles entières pleurent des malheureux victimes de la criminelle politique des Brisson et des Ferry, et vous pensez peut-être, naïfs électeurs amoureux de la forme républicaine, qu'il y a de quoi troubler la quiétude de vos élus. Allons donc ! vous ne les connaissez pas ! Ce sont toujours les hommes des *cigares exquis* dont Gambetta vantait les mérites par le télégraphe, pendant que nos armées mouraient de froid et traînaient, dans des routes défoncées, les semelles de carton des fournisseurs attirés du dictateur. Nous ne vous l'avons pas fait dire, monsieur Floquet, et voilà qui justifie, en effet, l'irrésistible élan d'indignation auquel obéissent tous les hon-

nêtes gens, en ce moment ; voilà qui explique le mouvement de répulsion que vous leur inspirez, et qui ne fera que s'affirmer davantage.

Vous viviez comme des hommes débarrassés de tout souci et de toute contrainte ; ajoutez : de tout scrupule et de toute pudeur, et vous aurez donné raison au proverbe qui dit : *in vino veritas* !

CHRONIQUE ÉLECTORALE

SEINE

En présence de la nécessité de réduire à trente-quatre noms pour le deuxième tour de scrutin la liste des candidats de l'opposition conservatrice, quatre des candidats portés sur cette liste ont fait connaître leur désistement au comité.

Ces quatre candidats sont : MM. de Cassagnac, élu député dans le Gers, Lambert Saint-Croix, élu député dans les Landes, Chevreau, élu député dans l'Ardeche, et Godelle, obligé de quitter Paris pour se rendre dans le département de l'Aisne, où il est en ballottage.

La liste des candidats présentée au deuxième tour de scrutin par le comité de l'opposition conservatrice se trouve donc composée ainsi :

MM.

Calla, député sortant ;
 Bartholoni, conseiller municipal ;
 Georges Berry, id.
 Maurice Binder, id.
 Denys Cochin, id.
 Deshayes, id.
 Amédée Dufaure, id.
 Gamard, notaire, id.
 Paul Lerolle, id.
 Marius Martin, id.
 Ferdinand Riant, id.
 Général Du Barail ;
 Frédéric Barrot ;
 Boudet, ancien magistrat ;
 Carcenac, ancien juge au tribunal de commerce, ancien maire du deuxième arrondissement ;
 Paul Dalloz, directeur du *Moniteur universel* ;
 Delafosse, député ;
 Deleuvre, avocat à la cour d'appel ;
 Ferdinand Duval, ancien préfet de la Seine ;
 Froment-Meurice, orfèvre ;
 Gilhou, fabricant de papiers peints ;
 Hausmann, ancien préfet de la Seine ;
 Edouard Hervé, directeur du *Soleil* ;
 D'Herbelot, ancien magistrat ;
 Keller, ancien député du Haut-Rhin ;
 Henri Moreau, ancien maire de Vitry ;
 Duc de Padoue, ancien ministre ;
 Eugène Louvet, négociant, ancien conseiller municipal ;
 Duc de la Rochefoucauld-Bisaccia, député ;
 Comte Arthur de Rougé ;
 Camille Roussel, de l'Académie française ;
 Clément De Royer, avocat à la cour d'appel ;
 Savouret, ancien maire du vingtième arrondissement ;
 Vacherot, de l'Institut, ancien député de la Seine.

Le comité conservateur de la Seine adresse aux électeurs le manifeste suivant :

Messieurs les électeurs,

Vous avez répondu à notre appel en donnant 92,900 voix à la liste que nous vous avons présentée.

Le 18 octobre vous viendrez, plus nombreux encore, voter pour les candidats de l'opposition conservatrice.

Un premier tour de scrutin, beaucoup d'électeurs pouvaient se faire illusion. La multiplicité des listes républicaines les empêchait de voir la vérité ; on leur disait qu'une de ces listes représentait une force dans le pays, une majorité dans la Chambre, dans le gouvernement quelques chances de stabilité.

Il ne peuvent plus le croire aujourd'hui.

Les 33 noms qui sont sortis les premiers de l'urne n'ont pas besoin d'être commentés ; ils sont à eux seuls un programme, c'est entre ces noms et les nôtres que se pose le débat.

Vous avez à choisir entre l'ALLIANCE RADICALE et l'OPPOSITION CONSERVATRICE.

Vous comparerez, messieurs, et vous jugerez, vous vous demanderez de quel côté on peut vous donner : La Paix avec honneur, l'ordre sans violence, la tranquillité durable, la stabilité dans le gouvernement, le retour de la confiance et la reprise du travail.

Votre réponse ne saurait être douteuse.

Nous attendons avec confiance les résultats du deuxième tour de scrutin.

Le secrétaire général, Le Président,
 CHOPPIN. FERDINAND DUVAL.

SEINE-ET-OISE

M. de Magnitot, l'un des grands agriculteurs de Seine-et-Oise et membre important du Comité de la défense agricole, vient de publier la lettre suivante que nous reproduisons à titre de document :

Magnitot, le 10 octobre 1885
 Canton de Magny-en-Vexin (Seine-et-Oise).

Monsieur le sénateur,

Le résultat du scrutin du 4 octobre, dans le département de Seine-et-Oise, a nettement tracé le devoir de tous les honnêtes gens sans distinction de parti :

L'union pour la préservation sociale, devant les menaces du radicalisme.

C'est bien ainsi que l'ont compris les adhérents à la Ligue de la défense agricole, et c'est par acclamation et à une immense majorité, sinon à l'unanimité, que dans l'assemblée générale du 7 octobre dernier, après les loyales et patriotiques déclarations de MM. Brinard et Hausmann, ont été votées les résolutions suivantes :

Lutte à outrance contre le radicalisme. Démarches courtoises, malgré les froissements de la lutte, auprès du Comité républicain libéral, pour arriver à un rapprochement, à une fusion sur ce terrain et à la formation d'une liste commune.

La proposition de continuer *seuls* la lutte, dans le cas où, pour des raisons quelconques, ces négociations n'aboutiraient pas, a dû être retirée formellement avant même d'être énoncée pour ainsi dire devant la réprobation énergique et à peu près unanime dont elle a été l'objet.

Toute illusion à ce sujet ne pouvait être, en effet, que coupable ou folle, et mes amis, mes collègues et moi, avions trouvé qu'il serait antipatri

ÉCHOS

LA TEMPÉRATURE

SITUATION GÉNÉRALE AU 12 OCTOBRE

En France, il y a eu encore de nombreuses averse; elles vont continuer dans l'Est et diminuer dans l'Ouest.

Hier, à Paris, il a plu toute la journée; le ciel s'est éclairci pendant la nuit.

SITUATION PARTICULIÈRE AUX PORTS FRANÇAIS

MANCHE. — Vent des régions N. fort à assez fort; mer houleuse.

Océan. — Vent des régions N. faible à modéré; mer houleuse.

MÉDITERRANÉE. — Mauvais temps d'entre N. et O.

Aujourd'hui, 12 octobre, le thermomètre centigrade de l'ingénieur Quélin, 1, rue de la Bourse, marquait :

A sept heures du matin... + 5 2/5
A onze heures du matin... + 8 3/5
A deux heures du matin... + 10 2/5
Température la plus basse de la nuit... + 4 2/5

Le baromètre est à 751 millimètres.

Aujourd'hui lundi, les délégués des chambres syndicales se réunissent rue de Lancry, pour s'occuper des préparatifs de la grande fête de l'industrie et du commerce.

Nous avons dit ce que serait cette fête où seront figurées les corporations des marchands du moyen âge, et qui a pour but de galvaniser le commerce parisien plongé depuis longtemps dans une léthargie profonde et inquiétante.

Cette cavalcade aura-t-elle lieu ? Et le but que l'on se propose sera-t-il atteint ? Nous l'espérons pour les infortunés marchands qui passent leur temps sur le seuil de leur boutique pour y attendre des clients qui se font de plus en plus rares.

De nombreuses démarches ont été déjà faites auprès de MM. Allain-Targé, ministre de l'intérieur; Poubelle, préfet de la Seine; Gragnon, préfet de police, et Michélin, président du conseil municipal.

M. Bowes, le doyen du Jockey-Club anglais, qui a gagné le Derby quatre fois depuis 1835, et qui était le propriétaire du fameux West Australian, vient de mourir à l'âge de soixante-quinze ans.

M. Bowes a habité longtemps Paris et était membre du Jockey-Club français. Il est décédé dans son château de Stratlam, dans le comté de York.

Il existe, à l'heure actuelle, onze établissements hospitaliers de Paris qui sont encore alimentés au moyen d'eau de Seine, voire d'eau d'Ourcq, eaux éminemment malsaines.

A maintes reprises cet état de choses, très préjudiciable à la santé des malades, a soulevé des plaintes, des réclamations et des interpellations au conseil municipal.

L'administration de l'Assistance publique vient enfin de décider qu'avant la fin de l'année, les onze établissements hospitaliers actuellement alimentés par ces eaux de rivière seront pourvus d'eau de source.

Si la République ne donne que de l'eau à boire à ceux qui souffrent, faut-il encore que cette eau soit potable.

On a ouvert hier, à Boulogne-sur-Mer, l'Exposition d'engins de sauvetage et de matériel d'incendie, organisée à l'occasion du congrès des pompiers.

Pendant toute la durée de cette exposition, des conférences seront faites sur le matériel de sauvetage.

A New-York, on vient de faire sauter, à l'aide de la mine, le Flood Rock, rocher qui se trouvait à l'entrée du port.

Voici quelques détails au sujet de ce travail :

L'explosion de la mine n'a été que légèrement ressentie sur le rivage, qui était couvert de spectateurs; mais une secousse s'est produite dans tous les quartiers de New-York et à une distance de plusieurs milles.

Au moment où l'explosion a eu lieu, les vagues sont devenues très agitées et un volume énorme d'eau mêlé de blocs de pierres et de pièces de bois, s'est élevé à une hauteur de cinquante à soixante mètres.

Il n'y a eu aucun accident.

Nous avons dit qu'une rencontre devait avoir lieu entre MM. San Malato et Casella.

Le duel vient d'avoir lieu à Naples près du lac d'Averno.

Les deux adversaires sont allés sur le terrain en compagnie des quatre témoins.

On avait parlé d'une rencontre au pistolet, mais l'arme définitivement choisie était l'épée de combat.

San Malato avait apporté deux épées qu'il déclarait être les seules italiennes et dont il voulait absolument se servir, en refusant les autres qui étaient trop courtes à son avis.

Tandis qu'on discutait cette question, les carabiniers sont arrivés, et le duel, devenu impossible pour le moment, a été renvoyé à une date ultérieure.

Ces bons carabiniers, dont Offenbach avait tenu la réputation au point de vue de l'exactitude, pour cette fois ne sont pas arrivés trop tard !

Un journal spécial, l'Armée territoriale, s'élève avec vigueur contre la manie qui pousse une partie de la population française à imiter les modes anglais. « Soyons français ! s'écrit notre crière. »

Dupuis le douzième siècle, l'Angleterre nous fait la guerre acharnée et les femmes — sans compter Jeanne d'Arc — lui ont infligé souvent des défaites sanglantes.

En 1140, sous le règne de Louis VII, la ville de Marmers, était assiégée par les Anglais. Ils étaient près des murs et, profitant d'une nuit épaisse, allaient monter à l'assaut et surprendre les assiégés. Mais une femme veillait.

Après avoir dans les ténèbres des casques et des pertuisanes, elle saisit une arbalète, vise le chef anglais et tire. Le capitaine tombe frappé mortellement.

Après cet exploit, la courageuse femme court au château et se suspend à la cloche d'alarme.

Réveillée par cet appel du bronze, la petite garnison s'arme à la hâte, sort de

la ville, attaque furieusement l'ennemi, le met en fuite; la cité était sauvée.

L'héroïne dont nous parlons se nomme Bussi. En mémoire de cet événement, les Marmersiens fêtaient tous les ans, dans la soirée du 25 avril, une procession solennelle. La Révolution supprima cette touchante cérémonie.

Les édiles marseillais continuent d'affirmer leur respect de la liberté de conscience et des intérêts communs.

Il existe dans le quartier Saint-Marcel une école de filles tenue par les sœurs de Saint-Vincent-de-Paul, et en pleine prospérité.

Cinquante-cinq habitants, au nombre desquels se trouvent cinquante-cinq employés de la ville, un mineur, huit individus dont la signature seule constate l'existence, etc., ont demandé la laïcisation de cette école sous prétexte que l'esprit moderne n'y existe pas.

D'autre part, deux cent vingt-trois pères de famille ont pétitionné pour obtenir le maintien de l'école.

Le conseil municipal, s'inspirant de ces deux pétitions, a... ordonné la laïcisation de l'école.

Voilà pour le respect de la liberté de conscience et des vœux des citoyens.

Une demoiselle Funel a légué une maison à la ville à la condition d'y établir une école maternelle pour les enfants pauvres, sous la direction absolue des sœurs Saint-Charles.

Devant cette condition, le conseil n'a pas hésité; il a refusé le legs.

Voilà pour les intérêts communs et ceux des pauvres.

Au moment où les électeurs des Bouches-du-Rhône vont avoir à nommer leurs députés, n'est-il pas bon de leur mettre sous les yeux le récit de ces faits, soigneusement dissimulés par les feuilles officielles ?

JOURNAUX ET REVUES

On lit dans le Radical :

Ce qui s'est passé les 5 et 6 octobre dans les diverses sections électorales de Paris, a démontré que, pour assurer le dépouillement sincère et rapide du scrutin, il était indispensable d'avoir recours à des scrutateurs solides et exercés choisis parmi les employés.

Si l'on en croit un de nos confrères, c'est à ce parti que va se résoudre la préfecture de la Seine.

Ces employés, au nombre de quatre ou six par section, seront rétribués; ils auront la mission de seconder les citoyens de bonne volonté et même de les remplacer complètement dans le cas où ils viendraient, comme dimanche dernier, à quitter la place.

La mesure prise par le préfet de la Seine n'est peut-être pas parfaitement légale et il est profondément regrettable que les circonstances l'aient rendue de toute nécessité.

Nous espérons encore que ce sera là une précaution inutile et que les comités républicains, dans chaque quartier, sauront assurer le dépouillement du scrutin sans le concours des employés de M. Poubelle.

En tout cas, nous ne saurions trop recommander aux électeurs de surveiller très attentivement le dépouillement; les monarchistes ont déjà organisé, nous assure-t-on, tout un service de scrutateurs payés qui ne nous inspirent pas la moindre confiance. Il importe donc que, nous aussi, nous soyons prêts d'avance.

A l'amenité, à la courtoisie du journal révolutionnaire, nous répondrons par cette simple question :

Est-ce que le service des scrutateurs dans les sections où les opérations ont été arrêtées, où les urnes ont été renversées, où les bulletins sont restés vingt-quatre heures sur le sol, était fait par des conservateurs ?

— Un journal avancé fait les calculs suivants :

M. Spuller, dans le troisième arrondissement n'a eu que 5,715 voix, alors qu'il en avait eu 9,550, le 21 août 1881. Il a perdu 3,835 voix, et n'aurait pas plus été élu au scrutin d'arrondissement qu'il ne l'est au scrutin de liste. Le voilà loin des 12,043 qu'il avait obtenus en 1876.

M. Cadet, lorsqu'il fut élu, obtenait 6,338 voix; dans une seule circonscription du onzième arrondissement. Aujourd'hui, dans les deux circonscriptions réunies, il n'a plus que 6,652 voix.

M. Greppo n'obtient que 3,463 voix. Que sont devenues les 7,942 voix qu'il recueillait le 21 août 1881 ?

M. Rauc avait été élu par 3,402 voix dans la deuxième circonscription du neuvième arrondissement; les électeurs des deux circonscriptions lui en donnaient aujourd'hui 5,920, ce qui produit 2,418 voix pour la première circonscription ou notre ami Anatole de la Forge en avait eu 7,093. Au scrutin d'arrondissement M. Rauc aurait donc eu le même sort que M. Spuller.

La liste de l'Alliance républicaine atteint 78,000 voix, en moyenne.

La liste Hervé-Casella-Cassagnac a une moyenne de 87,000 voix.

— Les promesses et les actes des 363 :

PROMESSES	ACTES
Paix...	Guerre en Algérie.
Liberté...	Guerre en Tunisie.
	Guerre à Madagascar.
	Guerre au Cambodge.
	Guerre au Tong-King.
	Invalidation de 50 représentants du peuple.
	Expulsion des religieux.
Ordre...	Confiscation de la liberté d'enseignement.
	Révocation de 620 magistrats inamovibles.
Sécurité...	Annulation et rapatriement des communards.
	Grâce aux assassins.
Prosperité...	Crise industrielle.
	Crise commerciale.
Economie...	Crise agricole.
	Exagération des dépenses publiques.
	Accroissement progressif des impôts et des emprunts.
	Déficits permanents, prélude de la banqueroute.

Nous recommandons ce petit memento aux électeurs.

M. Rochefort proteste énergiquement contre le projet scandaleux, formé par certains républicains, de renouveler la comédie des invalidations :

Nous tenons à le proclamer dès maintenant : nous républicains nous ne procédons pas à la démission, nous procédons à la vengeance. Il est évident que c'est la Tong-King qui nous vaut les deux cents monarchistes que les départements nous envoient. C'est donc aux hommes d'État qu'il faut s'adresser, pour cette expédition sanglante, ruineuse qu'il faut nous en

prendre, non aux élus sortis du scrutin du 4 octobre. Si nous devons nous attaquer à quelque chose, c'est aux causes et non aux effets.

Le Siècle dit de son côté :

Non, le pays ne réclame pas le retour de la candidature officielle, il ne réclame pas une politique de représailles, une série d'invalidations systématiques, mais il réclame le respect de la loi.

Parfaitement !

GAZETTE DE PARIS

L'ILE DE CALYPSO

Au mois d'août de l'année dernière, Pedro quittait sa mansarde du rue des Martyrs, le sac au dos, le bâton noué à la main et les guêtres aux pieds. Peintre paysagiste, il se décidait enfin à se mettre au travail, c'est-à-dire à voyager au lieu de passer ses journées dans les bras-les-riens du quartier Rochechouart, dont il était un des habitués.

Son sac contenait son chevalet, ses toiles, ses pinces, sa palette, son pinceau, son parasol, tous les objets composant le bagage d'un peintre. Un marchand de tableaux lui avait promis cinquante francs pour chacune des toiles qu'il lui enverrait.

Comme itinéraire, Pedro avait opté pour les rives du fleuve jusqu'à la mer. Il errait depuis trois semaines sur les bords de la Seine, sans avoir pu trouver un site à sa convenance, lorsqu'il arriva à une auberge ayant pour enseigne : « A l'île de Calypso. »

Il faut dire que Pedro avait eu jusque-là le gousset bien garni, mais il ne lui restait plus que deux louis et il était temps de songer à se procurer de nouvelles ressources. Il s'installa donc dans cette auberge qui lui fut malgré son titre classique et prétentieux. Elle était située sur une île qui n'était séparée de la terre ferme que par un étroit bras d'eau sur lequel un pont rustique avait été jeté. En face de la maisonnette, ce filet de rivière formait une espèce d'étang qui servait d'abreuvoir aux bestiaux en même temps que de lavoir pour les femmes du pays.

Les oies et les canards y prenaient leurs ébats. Autour de la maison était plantée une orseraie dont le vent faisait onduler les tiges flexibles. Une avenue de vieux peupliers conduisait au chemin de halage. De l'autre côté, un verger planté de pommiers, servait de basse-cour à l'auberge.

Pedro vit là les éléments de plusieurs études. Il commença par l'étang.

Les fenêtres de sa chambre donnaient précisément de ce côté. Il pouvait donc au saut du lit se mettre au travail sans être obsédé par les paysans et les enfants qui s'attroupaient toujours autour du cheval d'un pinto. Il n'avait d'autres admirateurs de son œuvre que l'aubergiste et sa femme dont la chambre communiquait avec la sienne et qui, chaque matin et chaque soir, venaient s'extasier devant sa toile. Au bout de quinze jours, elle fut achevée et envoyée à Paris après une exposition de vingt-quatre heures dans le cabaret. C'était un dimanche et tout le village défila dans l'auberge pour voir le tableau de Pedro. Jamais les consommations n'avaient atteint un chiffre aussi élevé. Le père Delphin, l'aubergiste, considérait donc comme une bonne aubaine la présence de Pedro chez lui, d'autant plus que celui-ci lui avait déjà remis comme à-compte les deux louis qu'il possédait. C'était insuffisant, car on vivait bien chez le père Delphin. Comme il avait le droit de pêche, le poisson était toujours abondant sur la table.

La volaille ne l'était pas moins; car, indépendamment des poules de la basse-cour, il y avait les canards et les oies de l'étang. La saison de la chasse étant arrivée, le père Delphin, qui était un peu braconnier, savait toujours où trouver un lièvre ou quelques perdreaux. Le cidre était fait par lui avec les pommes du verger et il avait derrière les fagots quelques bouteilles de vin fin que les marinières prélevaient sur leur chargement et lui remettaient en échange d'autres denrées. Pedro était son unique pensionnaire, il était heureux de les lui faire déguster écartant toute question d'intérêt.

Le surlendemain de l'achèvement de la première toile de Pedro, le père Delphin lui mit, des l'aurore, un fusil dans les mains et lui dit de le suivre à la chasse. Ils marchèrent longtemps et revinrent harassés, la carniasserie bien garnie. Après un déjeuner copieux, le père Delphin qui était infatigable fit monter Pedro dans la barque pour lui apprendre à lancer l'épervier. Pedro qui avait eu chaud le matin, fut mouillé l'après-midi et se coucha avec la fièvre.

Le lendemain, il ne put se lever.

On appela le médecin du village qui constata une fièvre de poitrine et prescrivit des soins assidus. Le père Delphin installa sa femme au chevet du malade et veilla lui-même à ce que les ordonnances du docteur fussent bien suivies.

Mme Delphin était une jolie brune de vingt ans. Son mari en avait soixante. Placée comme bonne à l'auberge à l'âge de seize ans, elle était devenue un an plus tard la femme de son maître. Malgré la disproportion d'âge, Mme Delphin paraissait dévouée à son mari et reconnaissante de la position de fortune qu'il lui avait faite. Cependant un certain air de tristesse était répandu sur sa physionomie, et lorsqu'elle rencontrait quelle femme de son âge avec un gros bébé dans les bras et un mari jeune et vigoureux à ses côtés, elle semblait envier son sort. Le séjour de Pedro à l'auberge avait rompu pour elle la monotonie de l'existence, mais elle se tenait à son égard dans une sage réserve.

La maladie du jeune peintre, de cinq ans seulement plus âgé qu'elle, lui servit d'apprentissage comme garde-malade, et elle s'en acquitta consciencieusement. Quelquefois, la nuit, Pedro la trouvait suspendue à son soufflet, et elle se retirait après lui avoir demandé s'il n'avait besoin de rien.

Au bout de dix jours, le médecin déclara que tout danger avait disparu, mais recommanda de soigner la convalescence qui serait longue, disait-il.

Lorsqu'il put se lever, Pedro, qui avait reçu de Paris les cinquante francs dus pour son premier paysage, les remit au père Delphin et lui demanda comment il pourrait s'acquitter du reste de sa dette envers lui. Celui-ci, qui cessait depuis longtemps le désir d'avoir un tableau-enseignement, lui demanda de lui faire l'île de Calypso. Pedro choisit l'épisode de la

fuite de Télémaque. Sur la plage, les nymphes en délire promenaient leur torchon incendiaire sur les flancs du navire construit par Mentor, tandis que l'Amour, agitant la sienne, s'élevait au-dessus des flammes et de la fumée et s'en allait vers Cythère en riant des ravages qu'il venait de faire. A gauche, sur un rocher, Mentor s'élançait à la suite de Télémaque, qu'il venait de précipiter dans l'onde.

Pedro, quoique paysagiste, avait assez bien traité ce sujet mythologique. Dès que le tableau fut suspendu sur la porte d'entrée, on accourut de tous les villages voisins pour le contempler. Ce fut une fortune pour l'établissement.

Le père Delphin, enivré par ce succès, commanda un autre tableau à Pedro pour orner le principal panneau de sa salle de restaurant. Il voulait, disait-il, le portrait en pied de sa femme dans le costume de Calypso.

Pedro fit remarquer qu'il n'était pas portraitiste et que, d'ailleurs, Mme Delphin ne consentirait peut-être pas à poser dans une robe aussi flottante que l'était celle de la déesse.

Le père Delphin tint bon, et afin de vaincre la résistance de la jeune femme, il lui promit d'assister à toutes les séances.

Il fit mander une couturière, et, sur les indications de Pedro, il fit faire, pour Mme Delphin, une robe couleur pourpre digne d'une immortelle.

Le jour indiqué pour la première séance, Pedro, assis devant son chevalet, vit entrer, suivie de son mari, Mme Delphin, radieuse de beauté. Ses longs cheveux châtains foncés étaient noués élégamment par derrière. Ses charmes étaient dignes d'une déesse. Honteuse et confuse, elle n'osa lever les yeux.

Pedro avait vu beaucoup de modèles à Paris, mais aucun ne lui avait fait l'impression qu'il ressentait en ce moment.

Chaque jour, l'opération recommençait, et chaque fois le père Delphin s'extasiait devant l'œuvre de Pedro. Il suppliait déjà ce que lui rapporterait l'exposition d'un pareil portrait de sa femme dans son établissement, lorsqu'une congestion cérébrale l'emporta subitement.

Mme Delphin n'affecta même pas d'en ressentir du chagrin. Le jour des obsèques, Pedro lui annonça qu'il la quittait parce que, disait-il, il n'était pas convenable qu'il restât plus longtemps sous le même toit qu'elle. Alors, Mme Delphin qu'il ne connaissait que pour sa douceur et pour sa réserve, se redressa tout à coup, lançant sur lui des regards brûlants dont il ne pouvait soutenir l'éclat.

Elle se dit ainsi qu'il reconnaissait les soins dont elle l'avait entouré pendant sa maladie. N'était-il pas aussi redevable envers elle d'une partie de ses frais de séjour dans l'île, dépenses que l'achèvement de son portrait pouvait seul acquitter ? Et, en disant ces mots, elle se dépouilla de ses vêtements de deuil et revêtit sa robe pourpre, forçant Pedro à reprendre sur l'heure sa palette et ses pinceaux.

Le cynisme de la jeune veuve ne connaissait plus de bornes. Elle avait chassé tout sentiment de pudeur. Ce n'était plus une déesse que Pedro avait devant les yeux : c'était une bacchante aux mouvements désordonnés. Effrayé, il aurait voulu fuir, mais elle le terrassait du regard. Il resta. Il était perdu.

Depuis de longs mois, ce malheureux ne peut plus rien tirer de sa palette. Cette femme, chez laquelle se sont révélés tout à coup de mauvais instincts, le domine. Il cherche dans l'ivresse un remède à ses maux; sa main tremble, son intelligence s'obscurcit. C'est un homme irrémédiablement perdu.

MARIE-PAUL.

LES ÉVÉNEMENTS DE BULGARIE

On télégraphie de Vienne, 11 octobre, au Times :

L'Angleterre a conseillé à la Porte de reconnaître l'union de la Bulgarie et de la Roumélie sous l'autorité du prince Alexandre. La Porte a suivi ce conseil et a consenti en même temps à établir avec le prince Alexandre le *modus vivendi* le plus pratique.

Plusieurs cuirassiers autrichiens ont quitté Trieste pour se rendre dans les eaux helléniques, à l'effet de se joindre aux bâtiments des autres puissances qui doivent faire une démonstration collective ayant pour objet d'intimider la Grèce.

Le Standard publie la dépêche suivante datée de Berlin, 11 octobre :

Avec l'entente approuvée de l'Autriche, de la Russie et de l'Angleterre et avec l'assentiment probable des autres puissances, l'Allemagne a proposé que pour le règlement de la question bulgare, on observât les principes suivants :

Introduire le moins de changements possible dans l'organisation des États des Balkans, telle qu'elle a été réglée par le traité de Berlin ;

Rejeter les demandes de compensation territoriale formulées par la Grèce et par la Serbie ;

Aviser la Turquie d'avoir à compléter ses préparatifs militaires, de façon à être prêts à intervenir si la force armée ;

Pour le cas où la Serbie et la Grèce tentaient d'occuper des territoires qui ne leur appartenaient point, toutes les puissances seraient d'accord pour refuser d'appuyer les prétentions serbes et helléniques.

Reconnaître l'union de la Bulgarie et de la Roumélie sous l'autorité du prince Alexandre, à la condition que la Bulgarie une satisfasse à ses obligations financières et qu'elle reconnaisse sans restriction la souveraineté du Sultan qui, sur la base de cet accord, reconnaîtrait l'autorité du prince Alexandre en Roumélie.

On mande de Vienne, 11 octobre, au Daily News :

« D'après des renseignements de source sûre, l'Autriche a nommé un officier supérieur de l'état-major général serbe à la tête de la garnison de Belgrade. Au moment de son arrestation il était encore porteur d'une somme de 500 francs.

Son ignorance, soit calcul, il n'a pas voulu donner l'adresse de son complice.

Auxiet a été écroué au Dépôt.

Chute mortelle d'un maçon. — Ce matin, un ouvrier maçon, Etienne Guillemin, âgé de trente-neuf ans, qui travaillait au troisième d'une maison en construction place des Victoires, à l'angle de la rue Etienne-Marcet, est tombé et a été tué sur le coup.

M. le docteur Leguay appelé n'a pu constater la mort, déterminée par la fracture d'un des os à la base du crâne.

La femme de cet ouvrier, qui habite dans la Haute-Vienne avec ses deux enfants, a été avisée aussitôt par télégramme du malheur qui la frappe.

La mort d'un ivrogne. — Un vieillard d'une soixantaine d'années, le sieur

gré le décret qui supprime la presse, a été saisi ce matin.

Le conseil de guerre a condamné à mort quatre paysans inculpés d'assassinat sur quatre personnes. Cette forme dans la répression est vivement applaudie par les écoliers des diverses nationalités.

Philippopolis, 11 octobre

Ce matin, à quatre heures, un groupe de soldats appartenant à la cavalerie turque a attaqué les sentinelles d'un avant-poste à Harmanlis. En même temps d'autres soldats turcs tiraient sur un autre poste de la même ligne.

En exécution d'un ordre personnel du prince, interdisant de tirer sur les avant-postes turcs, les troupes bulgares se sont abstenues de répondre à cette provocation.

CHRONIQUE DE L'ÉTRANGER

Angleterre

Londres, 12 octobre.

Le Times apprend que M. Argyropoulos, qui était naguère chargé d'affaires à Grèce à Londres, a été renvoyé du service diplomatique par le gouvernement de M. Delyannis, pour avoir assisté au meeting Tricoupi, le 10 septembre à Londres, par la colonie hellénique.

Londres, 12 octobre.

Lord Randolph Churchill a publié une adresse aux électeurs de la circonscription centrale de Birmingham.

Dans cette adresse, lord Churchill, exposant sommairement la politique du parti, dit que cette politique tend à regagner l'amabilité des puissances européennes et à faire servir cette amitié au maintien de l'action européenne collective, qui seule peut assurer et développer la paix et les libertés des nations du continent et de l'Angleterre elle-même.

Le parti tory du parti tory tend aussi à resserrer le lien d'union qui existe entre l'Angleterre et ses colonies, à réconcilier l'Irlande par des lois justes et équitables, à assouplir l'administration sur des bases solides, à assurer par des mesures pratiques la sécurité de l'Inde et à la mettre à l'abri de toute panique, de toute alarme et même de toute inquiétude.

Le parti tory s'occupera aussi à rechercher avec soin, avec le concours du Parlement, comment l'on pourra le plus sûrement et le plus rapidement faire servir à l'affermissement du gouvernement tout l'ensemble de traditions, de facultés intellectuelles et d'aspirations qui forme le patrimoine de la nation anglaise.

Dans la continuation de cet exposé, lord Churchill suit en général les grandes lignes du récent discours de lord Salisbury.

Egypte

Le Caire, 12 octobre.

M. Bonboulis, consul général de Grèce, a présenté ses lettres de créance au khédive. Vingt et un coups de canon ont été tirés à la citadelle.

Le khédive a reçu du sultan le télégramme suivant :

« Abdul-Hamid à son illustre vizir le khédive Mehmed-Tewfik pacha, « Nous avons reçu vos congratulations à l'occasion de la nouvelle année avec une grande satisfaction et nous vous remercions de l'ordre du *Nicham-Imtiaz*, qui est la plus haute distinction, dans notre empire, ainsi que la médaille d'or et la médaille d'argent. Nous avons attendu ce jour de bon augure pour vous donner ces marques de notre faveur impériale et nous avons choisi le premier jour de la première année. Puisse-elle être heureuse ! Nous vous envoyons les insignes par un aide de camp. »

Le khédive reçoit en ce moment un grand nombre d'élèves et de hauts personnages arabes qui sont venus lui offrir leurs congratulations.

Les journaux locaux publient des suppléments spéciaux pour rendre compte de cet événement qui a produit une profonde impression sur la population arabe.

Espagne

